

Jeudi 29 octobre 2020 :

Comme une impression de « déjà-vu »...

La France, débordée par la deuxième vague de contamination au coronavirus, est reconfinée. Voilà, nous y sommes.

Emmanuel Macron a tranché : il s'agira d'un **reconfinement national d'une durée de 4 semaines minimum, à partir de jeudi minuit** .

Mais il sera différent par rapport à celui instauré le 17 mars dernier puisque les écoles resteront ouvertes ; le travail pourra continuer et les EHPAD être visités...

Ce coup de frein signe l'échec du déconfinement qui est patent.

Et pourtant le chef de l'État assume tout. Or, aussi importante que soit la problématique sanitaire, elle ne saurait éluder les carences de l'exécutif, comme indiqué hier ([lire réflexions gaullistes CC, 28/10](#)).

Ceci étant posé, il convient maintenant de se projeter sur ces nouvelles mesures et de réfléchir à leurs conséquences.

C'est une lapalissade de dire que nous ne sommes plus au mois de mars. Mais derrière celle-ci

se cache une question d'importance : est-ce que les Français sont prêts à accepter collectivement ce nouveau confinement ?

Le fait qu'il soit assorti de nombreuses dérogations peut y contribuer. On est d'ailleurs plutôt sur un semi-confinement qui se veut pragmatique et concerne surtout les inactifs et les retraités.

Toutefois, les restrictions de déplacement vont peser fortement sur chacun d'entre-nous, tout comme la fermeture de tous les commerces dits « non essentiels » alors que beaucoup d'efforts leur avaient déjà été demandés pour maintenir leur activité tout en assurant la protection de leurs clients.

Corrélativement, la vie sans plaisir (culture ; tourisme ; bars et restaurants) reprend ses droits à partir de vendredi (*en espérant qu'elle ne devienne pas la norme*)...

Finalement, certains l'avaient rêvé, Macron l'a fait : être confinés sauf pour aller bosser et acheter son PQ ou ses pâtes !

On en est donc au deuxième stop. Il faut maintenant envisager l'avenir autrement et construire un plan sanitaire ambitieux car notre pays ne peut se permettre de se mettre à l'arrêt tous les 6 mois - la facture va être colossale et les 100 milliards d'euros du plan de relance ne suffiront pas à absorber cette seconde vague - en demandant aux Français de rester chez eux.

D'autant plus que, non content de paralyser une bonne partie de l'économie, chaque nouveau confinement affecte le moral de la nation.

Aussi, entre appréhension et incompréhension, comment ne pas entendre la colère de nos concitoyens ?

Tout doit être mis en œuvre pour que ce soit le dernier ! Ce n'est pas un souhait mais un impératif !

Mercredi 28 octobre 2020 :

Toute la journée, vous n'entendrez parler que de ça... dans les bureaux, les déjeuners en ville, comme sur les chaînes d'information continue, la question sera sur toutes les lèvres : que va bien pouvoir annoncer Emmanuel Macron ce soir à 20 heures ?

Qu'il s'agisse d'un élargissement du couvre-feu ou d'un reconfinement national de 4 semaines, ces nouvelles restrictions sonnent, avant même leur instauration, comme un terrible aveu d'échec et d'impuissance.

Lequel ? en premier lieu, celui de la stratégie présidentielle qui, entre amateurisme et contradictions ; du déconfinement jusqu'aux réponses graduées apportées depuis septembre, a été incapable de fixer un cap clair.

Mais aussi celui du Conseil scientifique, qui navigue à vue et oblige le politique à prendre des décisions périmées avant même d'avoir été appliquées, ce qui donne l'impression de ne cesser de courir après le virus.

Celui enfin de notre système de santé à l'agonie qui est encore moins bien armé pour affronter l'épidémie qu'au printemps dernier.

Alors que nous avons été les premiers en Europe à déconfiner le 11 mai dernier, comment le gouvernement français a-t-il pu être pris de court à ce point par la seconde vague ?

Lors de l'interview du 14 juillet ([lire réflexions gaullistes CC, 15/07](#)), le président de la République n'assurait-il pas que "nous serons prêts" pour une telle éventualité ? Que vaut la parole politique après ça ?

Quelques soient les mesures qui seront annoncées ce soir, les gaullistes n'appelleront pas à la désobéissance civile.

Mais, pour autant, nous ne resterons pas silencieux, comme nous l'avions fait, en conscience, durant le premier confinement.□

Face au coronavirus, l'unité nationale n'est plus qu'une illusion car si l'on se trouve dans cette situation au jour d'aujourd'hui et que tout se décide en urgence, c'est que rien n'a été préparé et encore moins anticipé. Le gouvernement n'a pas appris de ses erreurs commises en février dernier.

Si le confinement est la seule méthode pour endiguer l'épidémie en attendant le vaccin ou le traitement, il n'en demeure pas moins que ces stratégies de "stop and go" sont mortifères pour notre économie et ne garantissent pas une protection efficace contre un rebond épidémique. Qui dit que face à une troisième vague, la solution ne sera pas inéluctablement la même ?

6e puissance mondiale, la France mérite mieux que tous ces atermoiements !